

17 janvier 2002

# **Les incidences environnementales de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole : Prédications et réalités**

**Ébauche aux fins de commentaires**

par

**Chantal Line Carpentier**

**Environnement, économie et commerce, CCE**

Le rapport examine les prévisions économiques et environnementales qui ont été faites à ce jour relativement aux incidences environnementales de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole, particulièrement en Amérique du Nord. On présente une étude comparative d'analyses *ex ante* et *ex poste* de l'ALÉNA, dans le but de favoriser l'établissement de nouveaux modèles d'accords commerciaux plus efficaces. Le rapport donne aussi un aperçu des tendances générales du commerce agricole dans les trois pays signataires de l'ALÉNA. Les auteurs présentent par la suite un examen de divers modèles à partir desquels ils prévoient les incidences économiques et environnementales possibles de la libéralisation du commerce. En conclusion, le rapport présente un examen des stratégies d'élaboration de modèles qui pourraient être appliquées pour améliorer les prévisions des incidences environnementales de la libéralisation du commerce.

On peut s'attendre à ce que la libéralisation du commerce agricole ait des répercussions importantes sur les coûts environnementaux aux échelles nationale et internationale. Par exemple, à l'échelle internationale, on prévoit une forte augmentation des émissions de méthane. À l'échelle nationale, on pourrait observer une chute du prix des produits agricoles, une diminution de l'intensité de la production et une utilisation moins importante d'engrais et de pesticides. Des études globales indiquent que, de manière générale, la libéralisation du commerce agricole entraînera une amélioration de la situation économique des pays en développement, et que cette amélioration sera plus ou moins marquée, selon le pays. Par contre, des incertitudes subsistent relativement à de nombreux effets possibles, par exemple, sur la biodiversité, la protection du sol et des aliments, le paysage et les terres arables peu productives. Les incidences environnementales de la libéralisation du commerce dépendront également de l'augmentation de la production intensive ou extensive et, le cas échéant, des régions visées. Ces décisions sont directement liées aux mesures d'encouragement ou de dissuasion prévues par les politiques agro-environnementales. Par ailleurs, l'orientation et l'ampleur de ces changements dépendront des réactions des producteurs aux politiques de libéralisation du commerce, ainsi que de la modification éventuelle des modèles de production agricole, de l'état de l'environnement et des règlements et politiques sur l'environnement en vigueur. Les effets sur l'environnement devraient être relativement plus importants dans les pays en développement, où la libéralisation des échanges entraîne une augmentation de la production commerciale et où la réglementation

environnementale est moins stricte. On s'attend par conséquent à ce que le Canada et les États-Unis augmentent leur part du commerce mondial des produits agricoles et alimentaires, ce qui pourrait avoir des effets sur l'environnement.

Pour que la libéralisation du commerce soit avantageuse à tous égards, elle doit s'accompagner de politiques environnementales visant à éliminer les répercussions négatives sur les plans environnemental et social, comme le démontrent certaines études. Il faut toutefois utiliser divers modèles bio-économiques pour déterminer quelles seront les régions où l'on observera les effets environnementaux les plus importants de manière à éviter ces répercussions négatives. Or, à l'heure actuelle, il n'existe pas de modèle permettant de prévoir avec exactitude les incidences environnementales de la libéralisation du commerce agricole en Amérique du Nord.

L'examen comparatif des analyses *ex ante* et *ex poste* de la libéralisation du commerce en Amérique du Nord s'est avéré plutôt imprécis, surtout en raison de la chute marquée des prix internationaux et de la réduction connexe du revenu agricole, qu'on n'avait pas anticipées. Les auteurs de modèles *ex ante* avaient prédit que le commerce canado-américain serait faible, mais il s'est avéré important, surtout dans les secteurs de la transformation des aliments, ainsi que des produits en vrac comme les tomates, les produits laitiers, le bœuf, le veau et le porc. Les facteurs suivants peuvent aussi expliquer l'écart entre les effets prévus et les effets réels :

- la façon dont les secteurs et les échelles sont définis;
- l'absence de liens importants, dont
  - les liens avec des secteurs autres que l'agriculture,
  - les effets secondaires et indirects,
  - l'absence de données sur certains marchés environnementaux;
- les données et rapports généraux sur l'agriculture;
- l'absence d'analyses *ex poste* qui pourraient servir à créer des modèles *ex ante* pour améliorer l'exactitude des analyses.

Il faut établir de nouveaux prix relatifs à l'échelle mondiale en utilisant des modèles informatiques d'équilibre général, mais pour ce faire, on doit actualiser les modèles actuels pour qu'ils tiennent compte des effets d'échelle de plus en plus marqués en ce qui concerne la production et la pollution (au lieu de supposer une concurrence pure et des proportions fixes entre la production dans un secteur et les émissions attribuables à ce secteur), et de la synergie entre le commerce et l'investissement étranger direct. Il faut alors appliquer des modèles microéconomiques (au niveau de l'exploitation agricole) pour tenir compte des changements relatifs au sol, à la qualité de l'eau et à la biodiversité. L'utilité de ces modèles est toutefois limitée compte tenu du fait qu'ils n'incluent pas un ensemble de pays et donc ne donnent pas lieu à un équilibre des prix, et ne tiennent pas compte des échanges intersectoriels. Les modèles de programmation généralisée sont souvent plus efficaces dans ces cas que les modèles d'équilibre général ou partiel. Un cadre « idéal » doit définir des changements dynamiques dans la production et l'utilisation des intrants, comporter des liens avec d'autres secteurs et faire état du lien entre l'environnement et la production géospatiale.

Enfin, compte tenu de l'ampleur de la tâche et des similitudes entre les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les utilisations des terres, d'une part, et les activités d'établissement de modèles d'incidences environnementales de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole, d'autre part, il pourrait être utile que tous les intervenants unissent leurs efforts.